



**CTB**

المملكة المغربية  
ROYAUME DU MAROC



Ministère délégué auprès du Ministre  
de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de  
l'Environnement, chargé de l'Eau

# RAPPORT DES RESULTATS 2014 INTERVENTION MOR 12 042 11

**MARS 2015**



**Agence du Bassin Hydraulique  
du Loukkos**



**Agence du Bassin Hydraulique  
de la Moulouya**



**Agence du Bassin Hydraulique du Sous  
Massa Drâa**

<b>ACRONYMES .....</b>	<b>4</b>
<b>1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES).....</b>	<b>5</b>
1.1 FICHE D'INTERVENTION .....	5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	6
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE .....	6
1.3.1 <i>Pertinence</i> .....	6
1.3.2 <i>Efficacité</i> .....	6
1.3.3 <i>Efficiéce</i> .....	7
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i> .....	7
1.4 CONCLUSIONS .....	8
<b>2 MONITORING DES RESULTATS .....</b>	<b>9</b>
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE .....	9
2.1.1 <i>Contexte général</i> .....	9
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i> .....	9
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i> .....	9
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i> .....	10
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME .....	11
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	11
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	11
2.2.3 <i>Impact potentiel</i> .....	11
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1 .....	12
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	12
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	12
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	12
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2 .....	13
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	13
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	13
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	13
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 .....	14
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	14
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	14
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	14
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4 .....	15
2.6.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	15
2.6.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	15
2.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	15
2.7 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5 .....	16
2.7.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	16
2.7.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	16
2.7.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	16
2.8 THEMES TRANSVERSAUX .....	17
2.8.1 <i>Genre</i> .....	17
2.8.2 <i>Environnement</i> .....	18
2.8.3 <i>Autre</i> .....	18

2.9	GESTION DES RISQUES .....	19
<b>3</b>	<b>PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....</b>	<b>21</b>
3.1	REORIENTATIONS STRATEGIQUES.....	21
3.2	RECOMMANDATIONS .....	21
3.3	ENSEIGNEMENTS TIRES.....	22
<b>4</b>	<b>ANNEXES.....</b>	<b>23</b>
4.1	CRITERES DE QUALITE .....	23
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	27
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR .....	28
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS .....	28
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » .....	28
4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	30

## Acronymes

M&E	Monitoring et évaluation
ABH L	Agence du Bassin Hydraulique du Loukkos
ABH M	Agence du Bassin Hydraulique de la Moulouya
ABH SMD	Agence du Bassin Hydraulique du Souss Massa Drâa
AGIRE	Programme d'appui à la gestion intégrée des ressources en eau
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
DOM	Division Organisation et Méthodes
DPH	Domaine Public Hydraulique
DRPE	Direction de la Recherche et de la Planification de l'eau
MDE	Ministère délégué chargé de l'eau
MEF	Ministère de l'économie et des finances
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
LOLF	Loi organique relative à la loi de finances
PGE	Plan Gouvernemental de l'Egalité

# 1 Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)

## 1.1 Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	<b>Appui institutionnel et opérationnel aux 3 agences de bassins hydrauliques</b>
<b>Code de l'intervention</b>	<b>MOR 12 042 11</b>
<b>Localisation</b>	<b>MAROC</b>
<b>Budget total</b>	<b>Belge: 5.500.000 € Marocain: 2.700.000 €</b>
<b>Institutions partenaires</b>	<b>Ministère délégué chargé de l'eau Agence du Bassin Hydraulique du Loukkos Agence du Bassin Hydraulique de la Moulouya Agence du Bassin Hydraulique du Souss Massa Drâa</b>
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	<b>13 avril 2013</b>
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	<b>15 juillet 2013</b>
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	<b>30 novembre 2018</b>
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	<b>16 avril 2019</b>
<b>Groupes cibles</b>	<b>Agences de Bassins Hydraulique</b>
<b>Impact<sup>1</sup></b>	<b>Contribuer à l'amélioration de la gestion intégrée et durable des ressources en eau dans les bassins hydrauliques de Souss massa Drâa, Loukkos et Moulouya</b>
<b>Outcome</b>	<b>Les Agences de Bassins Hydrauliques du Loukkos, de la Moulouya et du Souss Massa Drâa disposent des compétences et mécanismes pour mieux jouer leur rôle dans la gestion et dans la préservation des ressources en eau</b>
<b>Outputs</b>	<b>Output 1 : La présence des Agences au niveau local est renforcée</b> <b>Output 2 : Les mécanismes, procédures et outils des Agences soutiennent une gestion performante des informations et des moyens</b> <b>Output 3 : Les Agences disposent d'une base de données intégrées sur les ressources en eau et leur usage qui répond à leurs besoins et aux attentes des partenaires</b> <b>Output 4 : Les Agences sont à même de mieux gérer le Domaine Public Hydraulique</b> <b>Output 5 : La préservation de la qualité des ressources en eau est prise en compte dans les actions des Agences</b>
<b>Année couverte par le rapport</b>	<b>2014</b>

<sup>1</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

## 1.2 Exécution budgétaire

	Budget en € en cogestion	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année 2014
		Années précédentes : 2013	Année couverte par le rapport : 2014		
<b>Total</b>	<b>3.875.500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3.875.500</b>	<b>0 %</b>
<b>Output 1</b>	<b>671.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>671.000</b>	<b>0 %</b>
<b>Output 2</b>	<b>709.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>709.000</b>	<b>0 %</b>
<b>Output 3</b>	<b>1.631.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.631.000</b>	<b>0 %</b>
<b>Output 4</b>	<b>378.500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>378.500</b>	<b>0 %</b>
<b>Output 5</b>	<b>486.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>486.000</b>	<b>0 %</b>

## 1.3 Autoévaluation de la performance

### 1.3.1 Pertinence

	Performance
<b>Pertinence</b>	<b>A</b>

L'intervention est parfaitement ancrée dans la stratégie nationale de l'eau présentée en avril 2009 par les autorités marocaines. L'objectif central est la gestion intégrée des ressources en eau. L'intervention s'inscrit pleinement dans la réalisation des objectifs spécifiques de la stratégie nationale, notamment, la poursuite des réformes réglementaires et institutionnelle, la modernisation des systèmes d'informations et le renforcement des moyens et compétences. De plus l'intervention développe des activités en lien avec la préservation et la protection des ressources en eau, soit le volet qualitatif de la gestion de l'eau, encore peu prioritaire. L'intervention renforce l'application de la loi 10/95 sur l'eau, structure et appuie les missions des Agences de Bassins Hydrauliques et leur délégation.

La logique d'intervention est appropriée mais diverses modifications du chronogramme de réalisation des activités ont été nécessaires tenant compte de l'évolution inhérentes aux partenaires entre la formulation et l'exécution du projet. Par ailleurs, l'étude de ligne de base conduite a amené à une révision des indicateurs et des risques.

### 1.3.2 Efficacité

	Performance
<b>Efficacité</b>	<b>C</b>

L'année 2014 doit être considérée comme une année de démarrage qui a permis de mettre en œuvre les collaborations et procédures nécessaires à l'exécution des activités. Sensu stricto, l'intervention n'a pas permis d'améliorer le taux d'atteinte de l'objectif

spécifique pour lequel, au terme de l'année de démarrage, aucune valeur chiffrée n'avait été fixée.

Cependant, il y a lieu de noter que l'intervention a pu établir clairement sa stratégie et ses activités pour l'année 2015 en anticipant au maximum une planification des activités 2015 et l'exécution des activités 2014. La gestion des risques sera établie de manière proactive dans le cadre de la finalisation de l'étude de ligne de base.

### 1.3.3 Efficience

	<b>Performance</b>
<b>Efficience</b>	<b>D</b>

La plupart des inputs (finances, ressources humaines, biens d'équipements) sont disponibles au terme de l'année 2014 sans avoir nécessité d'importants ajustements budgétaires. Seuls des transferts entre lignes en régie ont été prévus pour ajuster le coût de certains biens d'équipement (véhicules et informatique/bureautique).

La mise en œuvre des activités liées aux 5 résultats est seulement effective depuis la fin 2014. Le mode d'exécution de l'intervention est principalement basé sur la co-gestion centralisée (MDE) et la co-gestion décentralisée (ABH) au travers de l'application du décret n°2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics. L'appropriation du nouveau décret par les institutions nationales a pris du temps et les délais entre la préparation d'un appel d'offre, sa publication et l'exécution du marché sont très longs. Des mesures correctives visant à réduire ces délais seront mises en place dès 2015 afin d'accélérer l'exécution du programme d'activités 2015, via un appui permanent de la direction de projet vers les différents maîtres d'ouvrage.

Dès notification du marché, il est estimé que les outputs seront délivrés dans le timing prévu par le cahier spécial des charges.

### 1.3.4 Durabilité potentielle

	<b>Performance</b>
<b>Durabilité potentielle</b>	<b>B</b>

A ce stade, la durabilité financière/économique de l'intervention est jugée vraisemblablement bonne compte tenu de l'assise institutionnelle des Agences et du renforcement de celles-ci par l'intervention elle-même et par la nouvelle loi sur l'eau en cours d'élaboration.

Le degré d'appropriation de l'intervention par les Agences est, au terme de l'année 2014, correct. Le Comité de pilotage ne constitue pas un acteur d'exécution de l'intervention mais plus un acteur d'orientation et de recommandations afin d'optimiser l'exécution.

Au niveau politique, l'intervention bénéficie d'un appui intégral et durable. La gestion de l'intervention est bien intégrée au niveau des structures institutionnelles même si la dispersion géographique des bénéficiaires (Agences) rend plus complexe une présence effective régulière du personnel affecté à la gestion du projet.

Par la restructuration, le nouvel organigramme du Ministère délégué chargé de l'eau


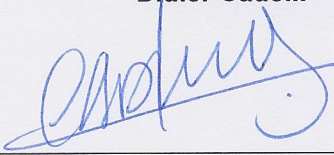


prévoit la création d'une Division qui sera en charge de la coordination et de l'appui aux Agences de Bassins Hydrauliques.

## 1.4 Conclusions

En termes de conclusion, l'année 2014 doit être considérée comme l'année de démarrage qui a permis :

- de compléter l'équipe d'intervention et de rendre celle-ci opérationnelle en termes de moyens humains et de fonctionnement ;
- d'initier, au titre du programme 2014, les appels d'offre pour diverses activités en co-gestion (centralisée et décentralisée à hauteur de 870.00 € ; soit, 23 % du budget en co-gestion), ces marchés seront exécutés en 2015 ;
- d'établir le programme d'activités 2015 et d'en opérer la planification afin d'optimiser les étapes de préparation et d'exécution d'un marché ;
- de réaliser dans l'année, l'étude de ligne de base et de permettre ainsi la mise en place du système de suivi & évaluation dès le premier trimestre 2015 ;
- la prise en compte de l'approche genre dans la mise en œuvre du projet ;
- de coordonner l'intervention avec le programme AGIRE de la GIZ.

Fonctionnaire exécution nationale <sup>2</sup>	Fonctionnaire exécution CTB <sup>3</sup>
<b>Salma Serghini</b> 	<b>Didier Cadelli</b> 

<sup>2</sup> Nom et signature

<sup>3</sup> Nom et signature



## 2 Monitoring des résultats<sup>2</sup>

### 2.1 Évolution du contexte

#### 2.1.1 Contexte général

Le contexte général est resté stable ; l'intervention se basant sur la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'eau élaborée en 2009 qui est restée inchangée.

#### 2.1.2 Contexte institutionnel

S'agissant du contexte institutionnel, il y a lieu de noter que le Ministère délégué chargé de l'eau est en charge du projet de révision de la loi 10/95 sur l'eau. A ce titre, l'intervention finance diverses études spécifiques d'optimisation de points clés de la loi (délimitation du domaine public hydraulique, déversement des eaux usées dans le domaine public hydraulique, autorisations et redevances). De plus, les Agences de Bassin Hydraulique disposent depuis janvier 2014 d'un organigramme officiel en rapport avec leurs missions ; l'implémentation de cet organigramme est en cours au niveau des Agences.

Le projet de la loi organique relative à la loi de finances (LOLF) a été élaboré et vise i) le renforcement de la performance de la gestion publique, ii) le renforcement des principes et règles et de la transparence des finances publiques ; iii) l'accroissement du contrôle parlementaire des finances publiques. La nouvelle loi se base sur le principe d'objectifs et de résultats dans la gestion des finances publiques. Ceci exige une réforme de la nomenclature budgétaire pour passer d'une approche normative des dépenses à une présentation par programme.

Concernant le volet genre, il y a lieu de noter que dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Gouvernemental de l'Égalité 2012-2016 (PGE), le MDE est représenté par un point focal genre dans le comité interministériel de suivi de la mise en œuvre du PGE instituée depuis juillet 2013. Le MDE a lancé en 2014 le chantier de l'institutionnalisation des mécanismes de l'égalité au sein du département au niveau central, régional et provincial par la mise en place de points focaux genre.

#### 2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

La co-gestion centralisée et décentralisée est le mode d'exécution pour les activités mises en œuvre. A ce titre, des prérequis sont nécessaires comme l'inscription du don belge dans la morasse budgétaire du Ministère et des Agences, l'appropriation du nouveau décret sur les marchés publics, la hiérarchisation des activités financées par le projet au sein de l'ensemble des activités générées par les partenaires (MDE et ABH). Par ailleurs, les marchés sont lancés par les 4 bénéficiaires (MDE, ABHL, ABHM et ABHSM) et concernent un panel très diversifié de domaines.

Le délai entre la préparation d'un dossier d'appel d'offre et l'ordre d'exécution peut atteindre 7 mois. Il s'ensuit que, selon la durée de la prestation et de ses modalités de paiement, un décaissement effectif ne peut intervenir qu'au terme de minimum 4 à 6 mois

<sup>2</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

supplémentaires.

Seules, l'anticipation des dossiers d'appel d'offre et l'optimisation des délais de chacune des étapes peuvent permettre de comprimer le timing de préparation des dossiers d'appel d'offres et donc d'accélérer la mise en œuvre des activités.

Une réflexion doit être menée au niveau des partenaires afin, si nécessaire, d'envisager les transferts adéquats entre modes de gestion pour d'accélérer sensiblement l'exécution de certaines activités.

### 2.1.4 Contexte HARMO

L'intervention et le programme AGIRE de la GIZ concertent leurs activités et plan d'action, par une participation croisée au niveau de leur comité de pilotage ou ateliers de planification.

Il faut noter que la finalisation d'activités du programme AGIRE (Etude de mise en place du système de contrôle de gestion et évaluation des performances au niveau des ABH et l'étude d'amélioration du dispositif de recouvrement des recettes des Agences) conditionne la mise en œuvre d'activités spécifiques de l'intervention.

L'actualisation de la base de données des ressources en eau BADRE21 qui représente une activité de l'intervention à partir de la deuxième année a déjà été lancée par le MDCE (DOM) en 2013. Cette étude comporte 5 missions et est actuellement au stade de validation des livrables de la première mission qui consiste en l'analyse du système existant et en la définition des besoins et des améliorations. L'intervention a donc dû différer l'activité relative à BADRE21 à 2016 afin d'orienter son appui vers la mise en œuvre du système cible qui sera défini lors de la 4<sup>ème</sup> mission de l'étude.

Il faudra être attentif, en cas de succès mitigé ou de retard conséquents des activités du programme AGIRE et de la DOM, à repositionner éventuellement les activités de l'intervention dès fin 2015.

En matière de genre, des synergies et des complémentarités sont recherchées entre la CTB et la GIZ. Par ailleurs, des synergies et complémentarités sont recherchées entre la GIZ et le programme Bourses de la CTB en matière de renforcement des capacités sur les questions de l'égalité des genres.

## 2.2 Performance de l'outcome



### 2.2.1 Progrès des indicateurs

S'agissant des indicateurs, ceux-ci sont en cours de validation via le rapport final de l'étude de ligne de base ; ils sont à titre d'information déjà introduits dans le rapport résultat. Les valeurs de la situation de référence (baseline) seront déterminées lors d'un exercice d'appropriation du système de suivi & évaluation programmé au premier semestre 2015. Les progrès au niveau des indicateurs seront introduits au niveau du rapport de résultat 2015.

<b>Outcome : Les Agences de Bassins Hydrauliques du Loukkos, de la Moulouya et du Souss Massa Drâa disposent des compétences et mécanismes pour mieux jouer leur rôle dans la gestion et dans la préservation des ressources en eau</b>					
<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Valeur de la Baseline 2014</b>	<b>Cible année 2015</b>	<b>Cible année 2016</b>	<b>Cible année 2017</b>	<b>Cible finale 2018</b>
Taux de réalisation des objectifs du programme pluriannuel des trois Agences					80%
Taux de capacité des quatre délégations	Variable	Variable	Variable	Variable	Variable
Réalisation du renforcement des capacités par le projet	0	2	4	6	7
Taux d'amélioration de l'efficacité des trois Agences	NA	10%	25%	50%	75%

### 2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Ce point sera traité au niveau du rapport résultats 2015 suite à l'analyse des indicateurs établis par l'étude de ligne de base.

### 2.2.3 Impact potentiel

Ce point sera traité au niveau du rapport résultats 2015 suite à l'analyse des indicateurs établis par l'étude de ligne de base.

## 2.3 Performance de l'output 1



### 2.3.1 Progrès des indicateurs

S'agissant des indicateurs, ceux-ci sont en cours de validation via le rapport final de l'étude de ligne de base ; ils sont à titre d'information déjà introduits dans le rapport résultat. Les valeurs de la situation de référence (baseline) seront déterminées lors d'un exercice d'appropriation du système de suivi & évaluation programmé au premier semestre 2015. Les progrès au niveau des indicateurs seront introduits au niveau du rapport de résultat 2015.

Output 1 : La présence des Agences au niveau local est renforcée					
Indicateurs d'activité ou de moyen	Valeur de la Baseline 2014	Cible année 2015	Cible année 2016	Cible année 2017	Cible finale 2018
Taux de réalisation des objectifs du plan de développement de chaque délégation	NA	0%	0%	20%	50%
Nombres d'opérations médiatiques de sensibilisation de la société civile sur le rôle de l'ABH	Variable	1	2	3	4
Nombre de plateformes de concertation animées par les trois Agences	0	Variable	Variable	Variable	Variable

### 2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités prévues en 2014	État d'avancement :			
	A	B	C	D
<i>1 Rendre plus opérationnelles les délégations (plan de développement)</i>				
<i>2 Rendre plus opérationnelles les délégations (équipements) et véhicules</i>				
<u>3 Appui la clarification des rôles et relation entre acteurs</u>				
<u>4 Concevoir et soutenir la communication des Agences</u>				
<i>5 Soutenir les plateformes de concertation locales</i>				

Les activités prévues par le DTF pour l'année 2014 sont en italique et en gras.  
Les activités prévues au-delà de 2014 sont soulignées, leur état d'avancement sera évalué dans le rapport résultat suivant.

### 2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Ce point sera traité au niveau du rapport résultats 2015 suite à l'analyse des indicateurs établis par l'étude de ligne de base.

La direction de projet a proposé que les activités relatives à rendre plus opérationnelles les délégations en lien avec le plan de développement soient initiées début 2015 au lieu de 2014, soit au terme de la phase de démarrage effectif du projet.

Par contre, les marchés visant l'équipement des délégations (informatique, bureautique) ont été lancés dès 2014.

## 2.4 Performance de l'output 2

### 2.4.1 Progrès des indicateurs

S'agissant des indicateurs, ceux-ci sont en cours de validation via le rapport final de l'étude de ligne de base ; ils sont à titre d'information déjà introduits dans le rapport résultat. Les valeurs de la situation de référence (baseline) seront déterminées lors d'un exercice d'appropriation du système de suivi & évaluation programmé au premier semestre 2015. Les progrès au niveau des indicateurs seront introduits au niveau du rapport de résultat 2015.

Output 2 : Les mécanismes, procédures et outils des Agences soutiennent une gestion performante des informations et des moyens					
Indicateurs d'activité ou de moyen	Valeur de la Baseline 2014	Cible année 2015	Cible année 2016	Cible année 2017	Cible finale 2018
Taux d'usage du Système d'Information de Gestion des trois Agences	0%	0%	0%	30%	60%
Nombre d'outils d'appui à la décision maîtrisés par les trois Agences	1	2	3	3	3
Opérationnalité du système d'archivage aux trois Agences	Non	Non	Non	Non	Oui
Nombre de communications internes aux trois Agences	Variable	Variable	Variable	Variable	Variable
Taux de formation du personnel féminin au sein des 3 Agences					

### 2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités en 2014	État d'avancement :			
	A	B	C	D
<i>1 Concevoir et mettre en place un système de gestion des informations managériales</i>				
<i>2 Développer les outils et procédures d'appui à la décision</i>				
<i>3 Etude et fourniture d'un système d'archivage dans les ABH</i>				
<i>4 Travail d'archivage au niveau des ABH</i>				
<i>5 Appuyer la stratégie de communication interne des ABH</i>				

Les activités prévues par le DTF pour l'année 2014 sont en italique et en gras.  
Les activités prévues au-delà de 2014 sont soulignées, leur état d'avancement sera évalué dans le rapport résultat suivant.

### 2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Ce point sera traité au niveau du rapport résultats 2015 suite à l'analyse des indicateurs établis par l'étude de ligne de base.

L'activité relative au développement des outils et procédures d'appui à la décision, a été anticipée et initiée en 2014 au lieu de 2015.

Les activités relatives à appuyer la stratégie de communication interne des ABH ne seront initiées qu'après l'élaboration de la stratégie de communication.

## 2.5 Performance de l'output 3

### 2.5.1 Progrès des indicateurs

S'agissant des indicateurs, ceux-ci sont en cours de validation via le rapport final de l'étude de ligne de base ; ils sont à titre d'information déjà introduits dans le rapport résultat. Les valeurs de la situation de référence (baseline) seront déterminées lors d'un exercice d'appropriation du système de suivi & évaluation programmé au premier semestre 2015. Les progrès au niveau des indicateurs seront introduits au niveau du rapport de résultat 2015.

Output 3 : Les Agences disposent d'une base de données intégrées sur les ressources en eau et leur usage qui répond à leurs besoins et aux attentes des partenaires					
Indicateurs d'activité ou de moyen	Valeur de la <i>Baseline 2014</i>	Cible année 2015	Cible année 2016	Cible année 2017	Cible finale 2018
Contribution à la modernisation du réseau de mesure des Agences	0%				
Taux d'usage aux trois Agences de la base de données développée par la DOM	0%	0%	0%	10%	30%
Opérationnalité d'un protocole d'échange de données avec les partenaires des Agences	Non	Non	Non	Non	Oui
Taux de réussite d'alerte aux crues dans les trois sous-bassins pilotes					

### 2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 <u>Optimiser les réseaux de mesures des ABH</u>				
2 <u>Actualiser la base de données intégrées et la rendre opérationnelle</u>				
3 <u>Encourager le partage et la valorisation des données</u>				
4 <u>Optimiser les mécanismes de veille et d'alerte</u>				

Les activités prévues par le DTF pour l'année 2014 sont en italique et en gras. Les activités prévues au-delà de 2014 sont soulignées, leur état d'avancement correspond donc à une prévision.

### 2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Ce point sera traité au niveau du rapport résultats 2015 suite à l'analyse des indicateurs établis par l'étude de ligne de base.

L'activité relative à l'optimisation des réseaux de mesures, a été anticipée et initiée en 2014 au lieu de 2015.

## 2.6 Performance de l'output 4

### 2.6.1 Progrès des indicateurs

S'agissant des indicateurs, ceux-ci sont en cours de validation via le rapport final de l'étude de ligne de base ; ils sont à titre d'information déjà introduits dans le rapport résultat. Les valeurs de la situation de référence (baseline) seront déterminées lors d'un exercice d'appropriation du système de suivi & évaluation programmé au premier semestre 2015. Les progrès au niveau des indicateurs seront introduits au niveau du rapport de résultat 2015.

Output 4 : Les Agences sont à même de mieux gérer le Domaine Public Hydraulique					
Indicateurs d'activité ou de moyen	Valeur de la Baseline 2014	Cible année 2015	Cible année 2016	Cible année 2017	Cible finale 2018
Nombre de km déposé en projets d'arrêté ministériel de délimitation des berges	Variable	Variable	Variable	Variable	Variable
Taux des utilisateurs autorisés au niveau du DPH					
Taux de recouvrement des redevances	Variable*	Variable	Variable	Variable	Variable
Nombres d'activités de communication réalisées sur la gestion du DPH	0	1	2	3	4

### 2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités en 2014 <sup>3</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
<i>1 Appuyer les mécanismes de délimitation du DPH</i>				
<i>2 Aide pour les études de délimitation du DPH</i>				
<u>3 Automatiser les procédures pour autorisation et redevances</u>				
<b>4 Mener des campagnes de sensibilisation</b>				

Les activités prévues par le DTF pour l'année 2014 sont en italique et en gras.  
Les activités prévues au-delà de 2014 sont soulignées, leur état d'avancement sera évalué dans le rapport résultat suivant.

### 2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Ce point sera traité au niveau du rapport résultats 2015 suite à l'analyse des indicateurs établis par l'étude de ligne de base.

<sup>3</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.



## 2.7 Performance de l'output 5

### 2.7.1 Progrès des indicateurs

S'agissant des indicateurs, ceux-ci sont en cours de validation via le rapport final de l'étude de ligne de base ; ils sont à titre d'information déjà introduits dans le rapport résultat. Les valeurs de la situation de référence (baseline) seront déterminées lors d'un exercice d'appropriation du système de suivi & évaluation programmé au premier semestre 2015. Les progrès au niveau des indicateurs seront introduits au niveau du rapport de résultat 2015.

Output 5 : La préservation de la qualité des ressources en eau est prise en compte dans les actions des Agences					
Indicateurs d'activité ou de moyen	Valeur de la <i>Baseline 2014</i>	Cible année 2015	Cible année 2016	Cible année 2017	Cible finale 2018
Contribution à la modernisation du réseau de mesure « qualité » des Agences	0%				
Publication du bulletin de qualité des ressources en eau	Non	Non	Oui	Oui	Oui
Nombre d'activités de communication réalisées envers les pollueurs	0	1	2	3	4
Taux de subventions d'aide à la dépollution versée	0%				50%

### 2.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités en 2014	État d'avancement :			
	A	B	C	D
<u>1 Intégrer la dimension « qualité » dans les mesures, la BDI et les outils de communication</u>				
<b><i>2 Mener des campagnes de sensibilisation auprès des pollueurs</i></b>				
<u>3 Mettre en œuvre un dispositif d'aides à la dépollution et de redevances pour les rejets</u>				
<b><i>4 Faciliter la réalisation d'études sur la dépollution, la réutilisation et la préservation</i></b>				

Les activités prévues par le DTF pour l'année 2014 sont en italique et en gras.  
Les activités prévues au-delà de 2014 sont soulignées, leur état d'avancement sera évalué dans le rapport résultat suivant.

### 2.7.3 Analyse des progrès réalisés

Ce point sera traité au niveau du rapport résultats 2015 suite à l'analyse des indicateurs établis par l'étude de ligne de base.

L'activité relative à l'intégration de la dimension « qualité » dans les mesures, la BDI et les outils de communication, a été anticipée et initiée en 2014 au lieu de 2015.

## 2.8 Thèmes transversaux

### 2.8.1 Genre

L'année 2014 a été marquée par la tenue de quelques séances de travail avec la Direction du projet et l'organisation d'un atelier genre auquel ont participé toutes les directions du MDE impliquées dans la mise en œuvre du projet ainsi que le point focal genre du ministère en charge du suivi de la mise en œuvre du PGE au sein du département. Cet atelier d'échange a permis d'une part de sensibiliser les participant-e-s sur les questions de l'égalité de genre et d'autre part, de partager les lignes directrices genre du DTF.

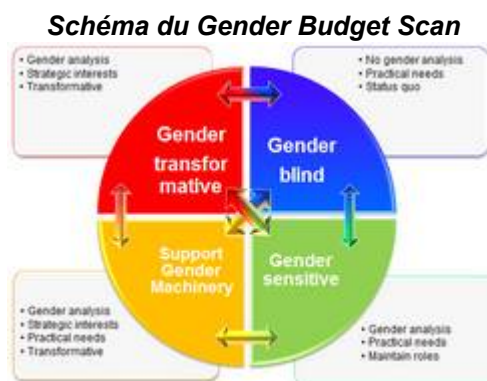
Un projet de plan d'action genre est en cours de finalisation et s'articule autour du renforcement des capacités des cadres des ABH sur les questions de l'égalité des genres et la prise en considération du genre dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie et des outils et actions de communication.

En outre, et dans le cadre du gendermainstreaming, plusieurs actions ont été entreprises, à savoir :

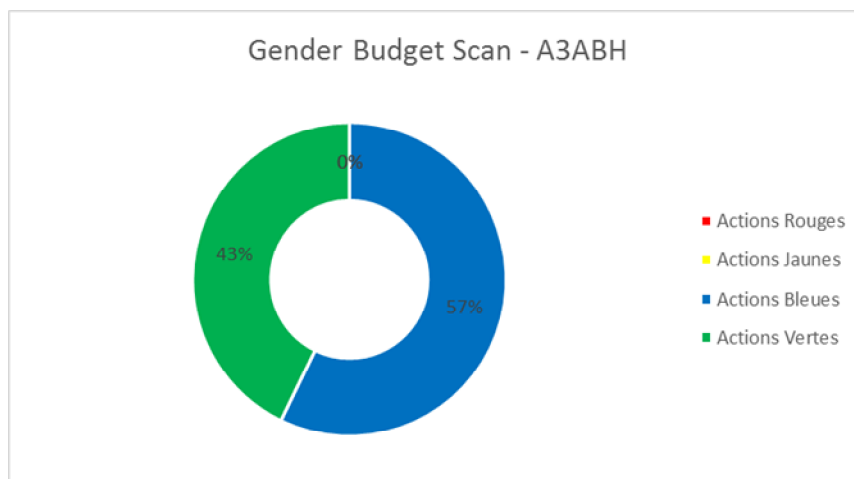
- L'intégration du genre dans le système de suivi évaluation du projet (Suivi de la réalisation de la ligne de base) ;
- La prise en compte du genre dans le CPS de la stratégie de communication (en cours de finalisation) ;
- La sensibilisation sur les points d'attention en matière de communication sensible au genre ;
- La recherche de synergies et de complémentarité entre les interventions de la GIZ et le programme Bourses de la CTB en relation avec les interventions du projet A3ABH . Ce travail se fait en étroite collaboration avec le point focal genre du Ministère.

Par ailleurs, l'approche Genre et la budgétisation sensible au genre a fait l'objet d'un séminaire de formation organisé par la CTB en décembre 2013 et par un appui complémentaire aux équipes des projets en janvier 2015.

L'atelier a abouti à l'adoption de l'instrument 'Gender Budget Scan' par l'ensemble des interventions de la CTB dans le rapportage annuel. Le Gender Budget Scan est un instrument stratégique, utilisé avant, pendant et après la mise en œuvre des programmes et projets sur le terrain. Il est autant un outil de réflexion, qu'un outil de suivi et d'évaluation. Il mesure l'adéquation entre les intentions en matière du genre avec les dépenses effectives lors de la mise en œuvre.



Cet appui a permis d'établir le Gender Budget Scan du projet MOR 12 042 11 au titre de l'année 2014 dont les résultats démontrent que 57 % du budget des activités prévues est « genre aveugle - code couleur bleu) » dans la mesure où ce sont des frais d'investissement, d'équipement, et 43 % du budget est à associé au « Genre sensible – code couleur vert ». Dans la rubrique genre sensible sont reprises notamment l'ensemble des activités liées à la communication et à la formation.



### 2.8.2 Environnement

En 2014, l'intégration environnementale a fait l'objet d'un certain nombre de séances de travail sur la base d'un premier draft du Plan d'Action Environnemental «**PAE-A3ABH** » spécifique qui a été préparé par le CTTE suite à :

- une analyse, sur le plan de l'intégration environnementale, du DTF (résultats, activités, ....) ;
- une exploitation de l'Évaluation Environnementale Stratégique (EES) du PNA et d'un certain nombre de rapports des Études d'Impacts sur l'Environnement (EIE) réalisés par d'autres bailleurs pour des projets de développement dans le secteur de l'eau.

Cette première version du PAE-3ABH a été partagée par les responsables du projet (*Responsable nationale et ATI*) avec les trois ABH pour information et commentaires.

La « Multiplicité et la complexité des sources de pollutions » des trois bassins versants concernés constituent les enjeux majeurs par rapport à l'objectif spécifique de l'intervention en matière d'appui institutionnel requis pour la maîtrise de ces sources de pollution par les 3 ABH et leurs délégations respectives

### 2.8.3 Autre

## 2.9 Gestion des risques

S'agissant de l'identification et de l'analyse du risque, celles-ci sont en cours de validation via le rapport final de l'étude de ligne de base et sont introduites à titre informatif. Ce chapitre sera développé au niveau du monitoring opérationnel à partir du rapport 2015 Q2.

Identification des risques			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Le nouvel organigramme des ABH est mis en œuvre avec retard										
Les profils recrutés ne sont pas adaptés aux objectifs fixés par le projet										
Le soutien financier de l'Etat est fortement réduit										
La délégation ne dispose pas d'un mandat clair										
La délégation n'as pas le personnel adéquat en nombre et en profils										
Les frais de personnel et de fonctionnement des délégations ne sont pas pris en charge par le budget des ABH										
Le service de l'eau n'a pas un organigramme et un mandat clairs ; la démarcation entre délégation et le service de l'eau n'est donc pas établie.										
La délégation n'est pas dotée de moyens techniques adéquats et à la hauteur de sa mission										

L'ABH n'a pas un personnel adéquat (en nombre et en profils)										
Coordination insuffisante entre les projets de soutien aux ABH										
Le MDE ne s'implique pas activement au niveau des ABH pour la conceptualisation de la BdD										
Complexité des BdD développées au MDE										
Manque de volonté de la part des partenaires pour le partage des données										
Le personnel de l'ABH ne reçoit pas la formation adéquate en matière de Système d'information de gestion/BdD										
L'ABH manque de compétences juridiques pour gérer les affaires du DPH										
Les ministères et les partenaires notamment les élus ne sont pas sensibilisés à la nécessité de délimitation du DPH										
Le Gouvernement avec l'appui de ses partenaires n'apporte pas le soutien requis pour les mécanismes de dépollution										
L'ABH ne recrute pas un spécialiste en communication										
L'ABH n'affecte pas le budget requis pour la communication et la sensibilisation										
Les divisions techniques ne contribuent pas suffisamment aux activités de communication										

## 3 Pilotage et apprentissage

### 3.1 Réorientations stratégiques

L'année 2015 verra l'élaboration de deux livrables fondamentaux pour le projet et l'atteinte des résultats :

- Le plan opérationnel de développement des délégations, comprenant également et la cartographie des acteurs locaux et la clarification des rôles entre ceux-ci ;
- La stratégie de communication des Agences ;

Ces deux livrables clés au niveau des Agences pourraient nécessiter des ajustements budgétaires ou apporter un nouvel éclairage au niveau du contexte socio-économique et institutionnel des Agences et nécessiter des réorientations en 2016.

De manière plus précise, il y a lieu de souligner la nécessité de clarifier l'évolution de l'activité A.03.04 « Actualiser la base de données intégrées et la rendre opérationnelle au niveau des Agences » dotée d'un budget de 279.000 € en fonction du résultat des études actuellement menées par la DOM.

### 3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Prévoir lors du COPIL 3, une présentation, par la DOM, de l'état d'avancement des pré-études relatives à la base de données intégrées et un timing réactualisé de l'activité.	DOM	mars 2015

### 3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<p>Le mode de gestion du projet axé sur la co-gestion nécessite des délais d'exécution importants.</p> <p>Un meilleur équilibre entre les activités en co-gestion et en régie aurait sans doute permis une mise en œuvre plus rapide de certaines activités.</p>	CTB siège et DGD
<p>L'éclatement du projet entre 4 entités (MDE et 3 ABH) géographiquement très éloignées rend l'appui opérationnel de la direction du projet et des ATI, ATN, RAF plus compliquée.</p>	CTB siège et DGD
<p>Le budget initial dédié à l'étude de la Baseline est très étroit tenant compte du nombre de partenaires impliqués, du nombre de résultats prévus et de l'éclatement géographique du projet.</p>	CTB siège et DGD
<p>Il y a lieu d'intégrer au niveau de la Baseline la phase d'appropriation par les partenaires.</p>	CTB siège et DGD



## 4 Annexes

### 4.1 Critères de qualité

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>				
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
				X
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		

X	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
X	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
X	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

**3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
			X	

**3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?**

	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
X	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

**3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?**

	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.

X	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

**4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

<b>Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
		X		

**4.1 Durabilité financière/économique ?**

	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

**4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?**

	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
X	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

**4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?**

X	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.

**4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?**

	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
--	---	---

X	<b>B</b>	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	<b>C</b>	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	<b>D</b>	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

## 4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Le Comité de Pilotage n°3 est prévu au premier trimestre 2015.

### 4.3 Cadre logique mis à jour

Le cadre logique mis à jour en termes d'indicateurs sera disponible lors du premier trimestre 2015.

### 4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Disponible au premier trimestre 2015
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Disponible au premier trimestre 2015
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	01/2017 (estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	01/2018/ (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2014	Février 2014 Olivier Stoupy EST

### 4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1204211											
Project Title :		Appui institutionnel aux agences de bassins hydrauliques									
Budget Version :		C01		Year to month : 31/12/2014							
Currency :		EUR									
Y/M :		Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing									
		2014									
Status	Fin Mode	Amount	2013	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec
<b>A Les ABH de SOUS MASSA</b>		<b>3,875,000,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>	<b>3,875,000,00</b>	<b>0%</b>
01 Résultat 1: La présence des		671,000,00	0,00						0,00	671,000,00	0%
	01 Rendre plus opérationnelles	COGEST	120,000,00	0,00					0,00	120,000,00	0%
	02 Rendre plus opérationnelles	COGEST	78,500,00	0,00					0,00	78,500,00	0%
	03 Rendre plus opérationnelles	COGEST	39,250,00	0,00					0,00	39,250,00	0%
	04 Rendre plus opérationnelles	COGEST	39,250,00	0,00					0,00	39,250,00	0%
	05 Doter les délégations de	REGIE	88,000,00	0,00					0,00	88,000,00	0%
	06 Appuyer la clarification des	COGEST	60,000,00	0,00					0,00	60,000,00	0%
	07 Concevoir et appuyer la	COGEST	27,000,00	0,00					0,00	27,000,00	0%
	08 Concevoir et appuyer la	COGEST	27,000,00	0,00					0,00	27,000,00	0%
	09 Concevoir et appuyer la	COGEST	27,000,00	0,00					0,00	27,000,00	0%
	10 Soutenir les plateformes de	COGEST	55,000,00	0,00					0,00	55,000,00	0%
	11 Soutenir les plateformes de	COGEST	55,000,00	0,00					0,00	55,000,00	0%
	12 Soutenir les plateformes de	COGEST	55,000,00	0,00					0,00	55,000,00	0%
02 Résultat 2: Les		709,000,00	0,00						0,00	709,000,00	0%
	01 Concevoir et mettre en	COGEST	225,000,00	0,00					0,00	225,000,00	0%
	02 Développer les outils et	COGEST	138,000,00	0,00					0,00	138,000,00	0%
	03 Etude et fourniture pour un	COGEST	144,000,00	0,00					0,00	144,000,00	0%
REGIE		1,694,000,00	27,348,15	66,377,83	51,173,34	42,278,12	68,686,23	228,515,52	256,863,67	1,428,736,33	15,00
COGEST		3,815,400,00	0,00						0,00	3,815,400,00	0,00
TOTAL		5,509,400,00	27,348,15	66,377,83	51,173,34	42,278,12	68,686,23	228,515,52	256,863,67	5,244,136,33	5,00

### Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1204211

Project Title : **Appui institutionnel aux agences de bassins hydrauliques**  
 Budget Version : **C01** Year to month : 31/12/2014  
 Currency : **EUR**  
 YM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2013	2014				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
04 Travail d'archivage ABH	COGEST	10,000,00	0,00					0,00	10,000,00	0%	
05 Travail d'archivage ABH	COGEST	10,000,00	0,00					0,00	10,000,00	0%	
06 Travail d'archivage ABH	COGEST	10,000,00	0,00					0,00	10,000,00	0%	
07 Elaborer un manuel intégré	COGEST	100,000,00	0,00					0,00	100,000,00	0%	
08 Appuyer la stratégie de	COGEST	24,000,00	0,00					0,00	24,000,00	0%	
09 Appuyer la stratégie de	COGEST	24,000,00	0,00					0,00	24,000,00	0%	
10 Appuyer la stratégie de	COGEST	24,000,00	0,00					0,00	24,000,00	0%	
<b>03 Résultat 3: Les ABH</b>		<b>1,431,000,00</b>	<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>1,431,000,00</b>	<b>0%</b>	
01 Optimiser le réseau de	COGEST	328,000,00	0,00					0,00	328,000,00	0%	
02 Optimiser le réseau de	COGEST	418,000,00	0,00					0,00	418,000,00	0%	
03 Optimiser le réseau de	COGEST	358,000,00	0,00					0,00	358,000,00	0%	
04 Actualiser la Base de	COGEST	279,000,00	0,00					0,00	279,000,00	0%	
05 Encourager le partage et la	COGEST	68,000,00	0,00					0,00	68,000,00	0%	
06 Optimiser les mécanismes	COGEST	100,000,00	0,00					0,00	100,000,00	0%	
07 Optimiser les mécanismes	COGEST	10,000,00	0,00					0,00	10,000,00	0%	
08 Optimiser les mécanismes	COGEST	70,000,00	0,00					0,00	70,000,00	0%	
<b>04 Résultat 4: Les ABH sont à</b>		<b>378,500,00</b>	<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>378,500,00</b>	<b>0%</b>	
01 Appuyer les mécanismes	COGEST	55,000,00	0,00					0,00	55,000,00	0%	
REGIE		1,694,600,00	27,348,15	66,377,83	51,173,34	42,278,12	68,686,23	228,515,52	255,863,67	1,428,736,33	15,00
COGEST		3,815,400,00	0,00					0,00	3,815,400,00	0,00	
TOTAL		5,500,000,00	27,348,15	66,377,83	51,173,34	42,278,12	68,686,23	228,515,52	255,863,67	5,244,136,33	5,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1204211 Printed on: 10/12/2015

page 2

### Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1204211

Project Title : **Appui institutionnel aux agences de bassins hydrauliques**  
 Budget Version : **C01** Year to month : 31/12/2014  
 Currency : **EUR**  
 YM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2013	2014				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
02 Aide pour études de	COGEST	62,500,00	0,00					0,00	62,500,00	0%	
03 Aide pour études de	COGEST	62,500,00	0,00					0,00	62,500,00	0%	
04 Aide pour études de	COGEST	62,500,00	0,00					0,00	62,500,00	0%	
05 Automatiser les procédures	COGEST	48,000,00	0,00					0,00	48,000,00	0%	
06 Mener des campagnes de	COGEST	30,000,00	0,00					0,00	30,000,00	0%	
07 Mener des campagnes de	COGEST	30,000,00	0,00					0,00	30,000,00	0%	
08 Mener des campagnes de	COGEST	30,000,00	0,00					0,00	30,000,00	0%	
<b>05 Résultat 5: La préservation</b>		<b>496,000,00</b>	<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>496,000,00</b>	<b>0%</b>	
01 Intégrer la dimension	COGEST	30,000,00	0,00					0,00	30,000,00	0%	
02 Intégrer la dimension	COGEST	45,000,00	0,00					0,00	45,000,00	0%	
03 Intégrer la dimension	COGEST	90,000,00	0,00					0,00	90,000,00	0%	
04 Mener des campagnes de	COGEST	30,000,00	0,00					0,00	30,000,00	0%	
05 Mener des campagnes de	COGEST	30,000,00	0,00					0,00	30,000,00	0%	
06 Mener des campagnes de	COGEST	30,000,00	0,00					0,00	30,000,00	0%	
07 Mettre en oeuvre un	COGEST	60,000,00	0,00					0,00	60,000,00	0%	
08 Faciliter la réalisation	COGEST	57,000,00	0,00					0,00	57,000,00	0%	
09 Faciliter la réalisation	COGEST	57,000,00	0,00					0,00	57,000,00	0%	
10 Faciliter la réalisation	COGEST	57,000,00	0,00					0,00	57,000,00	0%	
REGIE		1,694,600,00	27,348,15	66,377,83	51,173,34	42,278,12	68,686,23	228,515,52	255,863,67	1,428,736,33	15,00
COGEST		3,815,400,00	0,00					0,00	3,815,400,00	0,00	
TOTAL		5,500,000,00	27,348,15	66,377,83	51,173,34	42,278,12	68,686,23	228,515,52	255,863,67	5,244,136,33	5,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1204211 Printed on: 10/12/2015

page 3



### Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1204211

Project Title : **Appui institutionnel aux agences de bassins hydrauliques**  
 Budget Version : **C01** Year to month : 31/12/2014  
 Currency : **EUR**  
 YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2013	2014				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
<b>X</b>	<b>RÉSERVE BUDGÉTAIRE (MAX)</b>	<b>46,900.00</b>	<b>0.00</b>						<b>0.00</b>	<b>46,900.00</b>	<b>0%</b>
	01 Réserve budgétaire	46,900.00	0.00						0.00	46,900.00	0%
	01 Réserve budgétaire	27,900.00	0.00						0.00	27,900.00	0%
	02 Réserve budgétaire REGIE	19,000.00	0.00						0.00	19,000.00	0%
<b>Z</b>	<b>MOYENS GÉNÉRAUX</b>	<b>1,677,600.00</b>	<b>27,348.15</b>	<b>66,377.83</b>	<b>51,173.34</b>	<b>42,278.12</b>	<b>68,686.23</b>	<b>228,515.52</b>	<b>255,863.67</b>	<b>1,321,736.33</b>	<b>16%</b>
	01 Frais de personnel	957,200.00	25,507.69	30,257.04	43,725.74	39,166.44	51,458.04	172,409.26	197,916.94	759,283.06	21%
	01 Co-responsable (ATI)	646,000.00	16,407.16	31,293.36	29,442.19	30,621.71	34,120.13	125,477.38	141,884.64	398,115.46	26%
	02 Co-responsable (ATN)	108,000.00	0.00						0.00	108,000.00	0%
	03 Responsable Administratif	96,000.00	1,098.12	8,025.34	5,358.64	5,371.18	8,922.15	25,677.52	27,576.64	68,423.36	29%
	04 Assistant (e) administratif et	58,400.00	0.00		4,341.32	3,120.11	4,797.25	12,256.68	12,256.68	47,143.32	21%
	05 Autres frais de personnel	152,800.00	7,201.41	738.35	4,583.39	55.43	3,818.50	8,995.67	16,197.68	137,602.92	11%
	02 Investissements	51,600.00	0.00	24,214.90	531.07		2,479.94	27,225.91	27,225.91	24,374.09	52%
	01 Véhicules	30,000.00	0.00	1,148.86			1,148.86	1,148.86	1,148.86	28,851.14	4%
	02 Équipement bureau	7,500.00	0.00	30,257.04	284.31		269.22	20,811.37	20,811.37	-13,311.37	277%
	03 Equipement IT	4,100.00	0.00		348.76		2,210.72	2,457.48	2,457.48	3,642.52	40%
	04 Aménagements du bureau	8,000.00	0.00	2,808.20				2,808.20	2,808.20	5,191.80	35%
	03 Frais de fonctionnement	333,800.00	525.49	3,034.90	6,572.17	3,057.87	13,441.02	26,105.96	26,621.45	307,168.55	8%
	01 Loyer du bureau	0.00	0.00						0.00	0.00	7%
	REGIE	1,694,600.00	27,348.15	66,377.83	51,173.34	42,278.12	68,686.23	228,515.52	255,863.67	1,428,736.33	15.00%
	COGEST	3,815,400.00	0.00						0.00	3,815,400.00	0.00%
	TOTAL	5,500,000.00	27,348.15	66,377.83	51,173.34	42,278.12	68,686.23	228,515.52	255,863.67	5,244,136.33	5.00%



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1204211 Printed on 10/02/2015

Page: 4

### Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1204211

Project Title : **Appui institutionnel aux agences de bassins hydrauliques**  
 Budget Version : **C01** Year to month : 31/12/2014  
 Currency : **EUR**  
 YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2013	2014				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
	02 Services et frais de	0.00	0.00		169.37	116.23	174.78	460.37	460.37	-460.37	7%
	03 Frais de fonctionnement	72,000.00	0.00		200.27	161.38	96.02	457.67	457.67	71,542.33	1%
	04 Télécommunications,	33,000.00	0.00	391.19	545.87	678.11	580.99	2,204.16	2,204.16	30,795.84	7%
	05 Fournitures de bureau	12,000.00	0.00	926.04	1,523.09	42.34	191.47	2,682.95	2,682.95	9,317.05	22%
	06 Déplacements et frais de	208,800.00	0.00	559.71	4,106.19	2,045.72	11,143.09	17,854.72	17,854.72	190,945.28	9%
	07 Frais financiers	3,000.00	0.00	26.02	7.38	16.09	33.71	63.20	63.20	2,936.80	3%
	08 Formation de l'équipe	5,000.00	525.49	1,131.92			1,210.97	2,342.89	2,868.38	2,131.62	57%
	04 Audit et Suivi et Evaluation	235,000.00	1,314.97	1,070.99	344.36	51.81	1,307.24	2,774.40	4,989.37	230,010.63	2%
	01 Elaboration d'une baseline	40,000.00	0.00			44.70		44.70	44.70	39,955.30	0%
	02 Evaluations	60,000.00	967.21						967.21	59,032.79	2%
	03 Audit	30,000.00	0.00						0.00	30,000.00	0%
	04 Organisation COPILet CTS	7,500.00	0.00	1,070.99			1,307.24	2,378.23	2,378.23	5,121.77	32%
	05 Consultance externe	25,000.00	0.00						0.00	25,000.00	0%
	06 Consultance externe	50,000.00	0.00						0.00	50,000.00	0%
	07 Backstopping CTB (siège et	22,500.00	407.76	0.00	344.36	7.11		351.47	708.23	21,741.77	3%
	99 Conversion rate adjustment	0.00	0.00						0.00	0.00	7%
	96 Conversion rate adjustment	0.00	0.00						0.00	0.00	7%
	99 Conversion rate adjustment	0.00	0.00						0.00	0.00	7%
	REGIE	1,694,600.00	27,348.15	66,377.83	51,173.34	42,278.12	68,686.23	228,515.52	255,863.67	1,428,736.33	15.00%
	COGEST	3,815,400.00	0.00						0.00	3,815,400.00	0.00%
	TOTAL	5,500,000.00	27,348.15	66,377.83	51,173.34	42,278.12	68,686.23	228,515.52	255,863.67	5,244,136.33	5.00%



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MOR1204211 Printed on 10/02/2015

Page: 5

## 4.6 Ressources en termes de communication

Pas de commentaires